

Cellou Dalein Diallo, les membres de l'Anad et des Forces vives se battent contre « un régime qui a renoncé à tous ses engagements » Page 9



le populaire

Édition internationale

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°960 • LUNDI 30 DÉCEMBRE 2024 • 3000 FG • www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

**Vite dit ...
Fixer ou
dater cela,
en tant que
de raison**

Page 4



**Rafiou Sow
exige la
libération
d'Aliou Bah**

Signe de solidarité. Sow s'est rendu à la gendarmerie pour s'enquérir de la situation d'Aliou Bah. Page 7



**Le DG des
impôts
sur la
rôtisserie**

Le Directeur des Impôts Mory Camara fait l'objet d'une enquête autour de plus de 1000 milliards de FG. Page 8

événement

Collectif de formations politiques et mouvements de soutien coordonné par Kaké Makanéra

La Synergie Doumbouya voit le jour



Malgré une crise sociopolitique aggravée par la non-organisation du référendum constitutionnel dans le courant de l'année 2024 par les putschistes du 5 septembre 2024, l'ancien ministre de l'Information et de la communication, Alhoussein Kaké Makanéra, lance un mouvement politique baptisé GMD25 (Synergie Général Mamadi Doumbouya 25) pour le dialogue et la paix avec le soutien de grosses pointures du gouvernement Bah Oury et quelques ventripotents en quête de moyens de subsistance. *Le Populaire* fait un zoom sur l'événement inaugural de cette nouvelle plateforme. Page 4

**Football
Guirassy
obtient un
passeport
diplomatique**

Page 6



**Dépenses
de défense
des pays
Trump -
OTAN 2025**

Pages 10&11



CONFIDENCES PUBLIQUES

Le chef de la junte du Niger accuse le régime Doumbouya...

« La France a une force spéciale en Guinée », affirme le chef de l'Etat nigérien par voie de presse. Alors que le gouvernement de la république de Guinée réfute les accusations relatives à la présence d'une base militaire française sur son sol, le chef de l'Etat du Niger fait cette sortie médiatique insensée.

Vers une première raffinerie d'alumine en Guinée.

Dans le cadre du programme Simandou 2024, un investisseur chinois annonce être prêt à déboursier un milliard de dollars pour réaliser une première raffinerie d'alumine sur le territoire national guinéen.

Malick Koné quitte la direction des Services spéciaux

Il n'est plus à la tête du Secrétaire général à la Présidence de la République, chargé des Services spéciaux et de la Lutte contre le crime organisé. Abdoul Malick Koné a été remplacé, ce mercredi 25 décembre 2024, par le Commissaire principal de police Mohamed Lamine Simakan.

Les Forces vives ne reconnaîtront plus les autorités de la transition à partir du 31 décembre.

Date limite officielle annoncée par la junte dans le document présenté au médiateur de la Cédéao pour le retour à l'ordre constitutionnel, à partir de ce 31 décembre, les Forces vives ne reconnaîtront plus le régime de la transition dirigé par le général Mamadi Doumbouya.

Alpha Condé fait le bilan de la gouvernance Doumbouya : « La Guinée mérite mieux »

Il ne s'avoue pas bouté hors de la présidence de la République. L'ancien opposant historique devenu président de la Guinée du 23 décembre 2010 au 5 septembre 2021, adresse un message à la nation à l'occasion des fêtes de fin d'année. Il dresse, à sa manière, le bilan de la gouvernance du général Mamadi Doumbouya.

Mes chers compatriotes de la Guinée et de la Diaspora,

Alors que nous nous organisons pour accueillir la nouvelle année 2025, nous devons nous rappeler que ce 31 décembre 2024 devrait marquer un nouveau départ selon les promesses des Vendeurs d'illusions pour notre pays, avec le retour à l'ordre constitutionnel et ce, devant la CEDEAO et devant la Communauté Internationale. Il n'en n'est malheureusement rien. En ne respectant pas ses engagements, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA, ancien légionnaire français et sa clique mafieuse sans foi ni loi, offensent de nouveau le peuple guinéen et plonge notre beau pays, la Guinée dans une inquiétude totale.

Cette situation inédite d'usurpation de pouvoir démocratique durerait encore, sous nos yeux de guinéens patriotes, pendant combien de temps ? Trop de Guinéens et Guinéennes militaires et civils, ont été victimes de privations injustifiées de liberté, de disparitions forcées et d'assassinats crapuleux. Les tentatives d'intimidation pour effrayer le vaillant peuple de Guinée qui menacent notre cohésion sociale, minent les fondements de notre nation, sont néanmoins voués à l'échec. Combien de temps faudra-t-il



Les tentatives d'intimidation pour effrayer le vaillant peuple de Guinée qui menacent notre cohésion sociale, minent les fondements de notre nation, sont néanmoins voués à l'échec. Combien de temps faudra-t-il supporter encore cette insécurité et cette gabegie incommensurable qui gangrène notre pays depuis bientôt quatre années successives ? (© DR)

supporter encore cette insécurité et cette gabegie incommensurable qui gangrène notre pays depuis bientôt quatre années successives ? Malgré le climat de terreur et d'intimidations, les patriotes osent s'exprimer au risque de se faire arrêtés ou kidnappés (FONIKE MANGUE, BILO, MAROUAN EL SISSI, RAMATOU-LAYE DIALLO, ALIOU BA etc..). Le peuple meurtri enregistre chaque jour avec tristesse la fermeture des médias et la répression violente de tous ceux

qui tentent de faire entendre leur voix.

Les kidnappings crapuleux sont devenus monnaie courante (Colonel Célestin kidnappé et assassiné ; NIMAGA ancien Secrétaire Général des Mines porté disparu et...). Les assassinats multiples comme celui incommensurable du Général Sadiba COULIBALY et de beaucoup d'autres militaires et civils. La militarisation excessive des rues de la Capitale CONAKRY et d'ailleurs de tout le pays, la concentration

injustifiée des forces militaires à toutes nos frontières des pays frères, la surenchère de la vie socio économique accentuent davantage cette atmosphère d'anxiété. Combien de temps encore, le peuple guinéen continuera-t-il d'endurer les violations massives des droits de l'homme, les baffouements répétés dans une impunité totale, de l'état de droit, de la liberté d'expression, de la liberté d'aller et venir et de la liberté d'association ?

Suite à la page 3

le populaire Magazine

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION

Edition & administration 5 avenue Manquepas, 2e niveau, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18 /01/02 Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com
Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry
www.lepopulaireguinee.com
Compte Ecobank n°0010224601987501
Code Swift EOCGNCN ENTREPRISE LE POPULAIRE
Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

ASSISTANTE: Sandrine Bah

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo: tidiani83@gmail.com

ABONNEMENT

https://www.youscribe.com > lepopulaireconakry

IMPRESSION Imprimerie du Centre +224 625 73 93 96
TIRAGE 1 500 exemplaires



www.visionguinee.info
Tél.: 00224 664 93 14 04
00224 628 32 85 65
00224 656 27 36 91
contact@visionguinee.info

Siège social: 2e niveau
immeuble radio Tamata
Fm, Koloma Marché,
Ratoma Conakry - Guinée



www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com
+224 625 130 505
+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*
Notre ligne de conduite: *L'éthique et la déontologie.*



Site d'informations, d'investigations
et de promotion de la Guinée

www.conakrylive.info



www.guinafnews.org

Site d'informations générales et d'analyses de l'actualité sociopolitique. Basé à Montréal (Québec) Canada, le site a été fondé le 2 février 2020 à Conakry par Ibrahima Sory Baldé, ancien du CESTI de l'UCAD.



www.verite224.com

Toutes les infos
en direct
sur la Guinée

Suite à la page 3

L'incompétence des Vendeurs d'illusions constituant le CNRD, se mesure aussi à l'aune de la dégradation politique, économique et sociale. L'inflation galopante et la cherté de la vie plongent nos concitoyens dans la précarité. Les négociations concernant l'exploitation du mont Nimba, menées de manière déplorable en totale violation du code minier, ne sont qu'un exemple parmi tant d'autres. Combien de temps, assisterons nous encore à la dilapidation de notre économie, promise jadis à un avenir radieux.

De plus, les conséquences inexplicables et bien déplorables de l'organisation de manifestations sportives destinées à détourner l'attention du peuple et vouées au culte de la personnalité du Colonel Mamady DOUMBOUYA en vue de sa

candidature à l'élection présidentielle, sont sans doute, une autre facette de la perte de vitesse et évidemment du signe patent d'une inéluctable, implacable, certaine et irréversible fin de règne. Toutes les couches sociales en ont assez en commençant par les fonctionnaires civils et militaires radiés sans aucune forme de procédure et en bouclant les inepties et incongruités par une ségrégation jamais égalée dans les Forces armées et de police de notre cher et beau pays la Guinée de nos valeureux aïeux.

Je ne peux conclure mon adresse à la nation sans avoir une pensée profondément émue pour toutes les innombrables victimes de Nzérékoré. Je ferai tout ce qui est de mon pouvoir pour que la lumière soit faite aux yeux de la Communauté Internationale et pour le respect des personnes violées, mortes et portées disparues.

En attendant que la sordide récréation engagée envers et contre tous par la junte narco-trafiquant, prenne fin aujourd'hui 31 Décembre 2024 comme le veut tout le peuple Guinéen (militaires comme civils), je réitère mes condoléances les plus sincères aux familles endeuillées en les rassurant que justice sera absolument faite. Une nouvelle année est toujours une occasion de renouveau et d'espoir. Permettez-moi enfin de formuler mes vœux les plus sincères de santé, de prospérité et de paix pour chaque Guinéen et chaque Guinéenne. Oui, une nation n'est rien sans son peuple. Et comme toujours, depuis tant d'années, je suis là, parmi vous et avec vous. Vous êtes chaque jour dans mon cœur et au centre de mes préoccupations et je demeure votre Président de la République, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Forces Armées

Guinéennes.

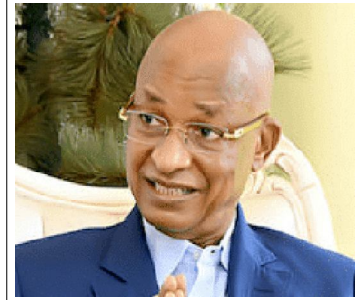
Chers compatriotes, face aux défis que nous ne pouvons plus ignorer, il est plus que jamais temps de nous unir afin de garder l'espoir pour un avenir plus radieux, plus digne, plus guinéen et plus panafricain.

En tant que Chef Suprême des Forces Armées Guinéennes, j'invite instamment tous les Hommes en tenues encore patriotes, toutes catégories confondues, à se mettre aux côtés du vaillant peuple guinéen décidé à se libérer du joug de la junte des narcotrafiants usurpateurs du pouvoir démocratique.

Levons-nous pour défendre notre pays, nos valeurs et notre dignité. La Guinée mérite mieux. Vive le valeureux et légendaire Peuple de Guinée connu du Monde entier. Le meilleur reste à venir.

Professeur Alpha CONDE ■

Ils ont dit



Cellou Dalein Diallo le jeudi 26 décembre 2024, à propos de l'arrestation d'Aliou Bah, leader du parti politique dénommé Model: «La folie liberticide de la junte qui règne à Conakry est loin d'être sous contrôle. Au contraire, elle persiste et s'aggrave tous les jours. Le Président du Model, Aliou Bah, qui partait ce matin pour Freetown, a été interdit de sortir du territoire national par les forces de sécurité guinéennes en poste à la frontière de Pamelap. Selon un communiqué publié par le Model, son téléphone lui a été retiré et lui, ainsi que ses deux compagnons, ont été embarqués dans sa voiture qui a pris la destination de Conakry avec un gendarme au volant. Je condamne fermement cette privation de liberté en dehors de toute base légale infligée par la junte au Président du Model et exige sa libération immédiate et sans conditions.»



Le président de la Transition du Niger, le général Abdourhmane Tiani, dans un entretien avec la télévision nationale de son pays, motive sa volonté de cesser toute collaboration militaire avec la Guinée: «Ils (les français) ont désigné six pays où ils vont déployer des forces spéciales ou des forces particulières. Ces six pays de l'Afrique, ce n'est pas moi qui le dis, c'est le rapport que Jean Marie Bokel a présenté le 23 octobre à Emmanuel Macron comme stratégie pour renforcer les militaires invisibles en Afrique. Ces Six pays ce sont : la Guinée, où ils ont déjà une force spéciale, le Bénin où ils ont une force spéciale, ensuite le Congo Brazzaville où ils vont déployer un contingent français, la République Démocratique du Congo, la Mauritanie, le Cameroun où également ils vont déployer un contingent français.»

TRANSFORMEZ VOTRE EFFICACITÉ AVEC AIBOOST

Réduisez les pertes alimentaires, gagnez du temps avec les signatures électroniques et éliminez les files d'attente dans les administrations.

50% de pertes en moins grâce à la gestion des stocks par l'IA.

90% de temps économisé avec la signature électronique.

100% de satisfaction citoyenne avec la prise de rendez-vous automatisée.

Ne perdez plus de temps !

Contactez-nous dès maintenant via

WhatsApp au **+33 6 50 32 98 95**

ou visitez notre site internet : **aiboost.fr**

AIBOOST



CONTACTEZ-NOUS MAINTENANT !

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Vite dit ...

Fixer ou dater cela, en tant que de raison

Au moment où nous tournons les yeux vers nos succès futurs, rappelons-nous que les autorités en charge de la conduite de la transition vers la démocratie n'ont pas respecté leur engagement d'organiser ne serait-ce que le référendum constitutionnel en 2024. Le Général Doumbouya, son équipe gouvernementale, et les Conseillers nationaux siégeant au CNT ont laissé passer l'année. Ils ont fait perdre le temps à envoyer des émissaires du CNT dans le pays profond commenter le contenu de l'avant-projet de constitution comme si c'était cela l'essentiel de l'étape cruciale vers le rétablissement de la gouvernance démocratique que nous attendons depuis le coup d'Etat du 5 septembre 2021 contre le troisième mandat. Rappelons-nous que même si le projet de constitution avait été adopté par le peuple de Guinée, cela ne nous aurait pas permis de sortir de la crise que nous vivons sous le soleil Doumbouya. En 2025, il faudra donc recadrer la transition, mettre fin à sa dérive par la relance du dialogue inter-guinéen qui devra être inclusif, concevoir à nouveau et de commun accord avec les forces vives et nos partenaires un chronogramme réaliste, fixer une date des élections réalisable en tant que de raison. Surtout, dépassionner le débat politique et ne jamais nous détourner de la voie qui mène à l'ordre constitutionnel bien que tout semble perdu. Rappelons-nous que le futur de notre démocratie est plein de promesses même si la transition est prise en otage par ses adversaires. Nous devons demeurer debout contre les imposteurs et éviter de nous enthousiasmer plus que de raison, car en 2025 les esprits hermétiques aux valeurs de l'Etat de droit nous rendront encore la tâche difficile. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo



Lisez et faites lire

www.wondima.com



Lansanaya barrage,
Matoto, Conakry.
+224 624249398
666392909
alfaguinee28@gmail.com
https://www.facebook.com/Guinee28
www.guinee28.info

www.focusguinee.info



Site d'Informations
Générales et d'Analyses

Finances publiques

La Bcrg face à une menace de grève ce 15 janvier 2025

Le gouvernement de la Bcrg (Banque centrale de la république de Guinée) fait face une menace de grève que les syndicalistes prévoient déclencher à partir de ce 15 janvier 2025.

Les travailleurs sont majoritairement affiliés à la Fesabag (Fédération syndicale autonome des banques et micro-finances de Guinée). Ces derniers ont déposé, vendredi 27 décembre 2024, un préavis de grève auprès du gouverneur pour plusieurs raisons, dont le non-paiement des salaires avant le 25 de chaque mois. Egalement, la gestion



Les manquements à la bonne gouvernance sont du jamais vu dans l'administration de la Bcrg. (© Le Populaire)

opaque de l'administration au sein du Cabinet du gouvernement de la Banque centrale, le rapatriement du budget de fonctionnement des agences Bcrg basées à l'intérieur du pays vers le siège. Ce qui peut avoir pour conséquence directe l'arrêt total des activités dans ces agences. Ainsi que l'irrespect des statuts de la Banque centrale par la suppression des primes de suggestion et de prime d'intérim, le blocage des avancements automatiques de 2022 et 2023, la remise en cause des renforcements des capacités du personnel, la déconnexion de cinq primes hors sa-

laire par rapport au point indiciaire 14 000 ; et la non-mise en place du Comité de gestion de la caisse de retraite complémentaire.

Les experts estiment que ces manquements à la bonne gouvernance sont du jamais vu dans l'administration de la Bcrg depuis l'accession de la Guinée à la souveraineté nationale en 1958. Selon nos informations, le gouverneur de la Bcrg et son équipe s'activent à satisfaire les syndicalistes avant la date fatidique du 15 janvier 2024. Si tout se passe bien, la grève annoncée pourrait ne pas avoir lieu. ■

Par Racine Dieng

En pleine crise sociopolitique

La Synergie Doumbouya-25 voit le jour sous la conduite de Kaké Mankanera

Malgré une crise sociopolitique aggravée par la non-organisation du référendum constitutionnel dans le courant de l'année 2024 par les putschistes du 5 septembre 2024, l'ancien ministre de l'Information et de la communication, Alhoussein Kaké Mankanera, lance un mouvement politique baptisé GMD25 (Synergie Général Mamadi Doumbouya-25) avec le soutien de grosses pointures du gouvernement Bah Oury et quelques ventripotents en quête de moyens de subsistance.

De hautes personnalités de la république, de citoyens lambda, et quelques pauvres hères en quête de pitance quotidienne pour la plupart ont assisté, samedi 28 décembre 2024 au Chapiteau By Issa du Palais du peuple de Conakry, au baptême de la Synergie Général Mamadi Doum-

bouya 25 (GMD-25) conduite par l'ancien ministre de l'Information et de la communication, Alhoussein Kaké Mankanera désigné coordinateur général. Mankanera est un baobab de la politique guinéenne. C'est un apparatchik de l'Unr (Union pour la nouvelle république) de Ba Mamadou. Il devient député

sous le régime Alpha Condé. Puis, le 20 janvier 2014 ministre de l'Information et de la Communication jusqu'en décembre 2015.

«Pour la diversité»

L'événement a mobilisé un grand monde autour de cette nouvelle plateforme sensée apporter sa part de contribution à la promotion de «la démocratie et la paix par la concertation et le dialogue».

Parmi les personnalités présentes, le ministre Porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo affirme: «Le président de la République (le général Mamadi Doumbouya) n'est pas venu ici pour dire qu'il va faire 2 mois, 3 mois et passer». La Synergie GMD-25 naît en pleine crise sociopolitique marquée par la prolongation de la

transition ouverte le 5 septembre 2021 et qui devait prendre fin ce 31 décembre 2024 par la tenue des élections présidentielles. Elle rassemble plusieurs formations politiques et mouvements de soutien aux actions du général Mamadi Doumbouya, ainsi que des acteurs de la société civile «autour d'un objectif commun qui est celui d'œuvrer derrière le Général d'Armée Mamadi Doumbouya pour le bien-être de la Guinée dans son unité et sa diversité».

Le coordinateur général Kaké Mankanera assure que la Synergie GMD-25 est «le fruit d'une volonté collective, engagée dans la vision d'un homme, le général d'armée Mamadi Doumbouya, et portée par des hommes et des femmes convaincus que l'avenir de notre pays repose sur des valeurs solides : démocratie, paix, unité nationale, justice, dialogue et solidarité.»

La structuration du comité de coordination montre que la Synergie GMD-25 est plutôt une faitière de proposition au sein de laquelle travaillent «des commissions techniques, spécialisées dans des domaines stratégiques comme la mobilisation des ressources, les affaires sociales et culturelles, ou encore la santé et l'environnement». Autour de la Synergie GMD-25 Kaké Mankanera et ses compagnons sont «prêts à accompagner la Guinée sur le chemin de sa refondation, aujourd'hui, demain, et aussi loin que le peuple nous en donnera la mission». ■

Par Racine Dieng



La Synergie GMD-25 est coordonnée par l'ancien ministre de l'Information et de la communication, Alhoussein Kaké Mankanera (sur la photo, premier assis de profil vers la gauche). (© DR)

Le Collectif des agents des Services de recettes ouvre une lettre au Président du Conseil national de la transition

Le Collectif des agents des Services de recettes ouvre cette lettre pleine de recommandations au Président du Conseil national de la transition, Dr Dansa Kourouma (sur la photo). Le collectif souhaite que le CNT contribue à « la mise en œuvre du statut particulier » de ses membres. Toute chose qui pourrait, selon lui, « garantir une approche inclusive et équitable, en veillant à ce que tous les agents des Impôts, du Trésor, du Portefeuille et de la Douane bénéficient des avantages de ce statut ». Lisez !



Monsieur le Président du Conseil National de la Transition (CNT),
Mesdames et Messieurs les Honorables Conseillers du CNT,

Le Collectif des Agents des Services de Recettes de la République de Guinée a l'honneur de s'adresser à vous pour exprimer sa profonde gratitude et sa reconnaissance à l'égard de l'initiative historique inscrite dans le rapport du volet recette de la Loi de Finances Initiale 2025, notamment en ce qui concerne la création d'un statut particulier pour les agents des régies financières. Cette décision, qui constitue une première dans l'histoire de notre administration fiscale, marque un tournant décisif pour la modernisation et la valorisation des services publics en Guinée.

Le Rôle Stratégique des Régies de Recettes

Les régies financières de l'État, comprenant les services des Impôts, du Trésor, du Portefeuille et de la Douane, jouent un rôle central dans la mobilisation des recettes publiques. Elles sont la colonne vertébrale du financement des politiques publiques et du développement économique de notre pays. Sans leur travail acharné et leur engagement, il serait impossible de financer les infrastructures, les services sociaux et les projets de développement qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens.

Cependant, malgré leur contribution essentielle, les agents de ces régies opèrent dans des conditions souvent difficiles et précaires. Ils sont confrontés à des défis majeurs, notamment un environnement de travail complexe, des pressions externes, un manque de moyens matériels et des rémunérations insuffisantes. Ces conditions ne sont pas à la hauteur des exigences et des performances attendues de leur part, alors même qu'ils sont en pre-

mière ligne pour garantir l'intégrité et l'efficacité de la mobilisation des ressources publiques.

Une Initiative Historique et Visionnaire

Dans ce contexte, la recommandation du CNT visant à créer un statut particulier pour les agents des régies financières est une réponse à la fois pertinente et visionnaire. Cette initiative, qui s'inspire des meilleures pratiques observées dans plusieurs pays de la sous-région, permettra de :

Améliorer significativement les conditions de vie et de travail des agents en leur garantissant

un traitement salarial et des avantages sociaux en adéquation avec leurs responsabilités stratégiques.

Renforcer leur indépendance et leur intégrité, en les mettant à l'abri des tentations liées à la précarité ou aux pressions externes, et en leur permettant d'exercer leurs missions avec impartialité et professionnalisme.

Accroître leur motivation et leur rendement, ce qui aura pour effet direct une meilleure mobilisation des recettes publiques et une optimisation des ressources de l'État.

Suite à la page 6

SPONSORS

Fin d'année: inspirations et résolutions (par Sow Boubacar)

On est en fin d'année, le moment est idéal pour aller chercher à dénicher, les choses positives; les bonnes inspirations, les choses valorisées et valorisantes afin de tourner la page de l'année qui s'achève de façon positive. Il s'agit d'entrevoir l'arrivée de la nouvelle année avec foi, optimisme et des nouvelles résolutions. L'histoire que je retiens ici, c'est celle de Gand P. Voilà un jeune homme qui, potentiellement était destiné à rester dans l'anonymat, à végéter dans la misère, la pauvreté et l'indifférence de ses compatriotes. Mais, bénéficiant d'un destin



Sow boubacar
coordinateur du FNDC
en Suisse

exceptionnel, les facteurs naturels qui devraient le confiner pour ne pas dire, le condamner à vivre dans l'indigence, l'ont plutôt, propulsé au sommet de la gloire au point d'être une sorte d'emblème, de mascotte, d'icône national. Il est en effet, l'incarnation, la preuve irréfutable qu'il n'y a pas meilleur atout, il n'y a pas meilleur potentiel que le regard que la société porte sur nous. Si ce regard est positif, valorisant, il peut porter quelqu'un indépendamment de son potentiel à un niveau supérieur.

Par contre, si ce regard est négatif, dévalorisant, quelqu'un qui avait un potentiel, un atout peut malgré tout, se retrouver dans l'abîme et dans l'indifférence de tout le monde. La société, l'opinion publique surtout, à l'heure des réseaux sociaux sont les seules capables de sortir quelque chose dans une déchèterie et en faire un produit de luxe et de référence. Malheureusement, les mêmes (la société et l'opinion publique) peuvent également, obscurcir ce qui brille ou destiné à briller au point de rendre la chose invisible et sans

valeur. Cela dit, si quelqu'un vous dit « je m'en fou de ce qu'on dit et/ou pense de moi », essayez de sensibiliser la personne à entreprendre rapidement, une thérapie car, il est souffrant ou malade. Bonnes fêtes de fin d'année à toutes et à tous. Que l'année nouvelle 2025 nous trouve tous en vie et en bonne santé. Amine. Sow Boubacar, Switzerland ■

Par Sow Boubacar,
Switzerland

Suite de la page 5

Attirer et retenir les compétences les plus qualifiées, tout en stimulant un esprit d'excellence et d'innovation au sein de ces régies essentielles. Cette mesure structurante s'inscrit dans une logique de modernisation de l'administration fiscale et de renforcement de la gouvernance financière. Elle contribuera à garantir la soutenabilité budgétaire, la souveraineté financière et à accompagner efficacement la relance économique de notre pays.

Une Reconnaissance Méritée et un Engagement Renouvelé

Le Collectif des Agents des Services de Recettes tient à saluer la sagesse et la clairvoyance du CNT pour avoir porté cette initiative, qui répond à une attente légitime et ancienne des agents des régies financières. Cette décision témoigne d'une reconnaissance officielle de leur contribution exceptionnelle au développement économique et social de la Guinée. Nous souhaitons également exprimer notre engagement à accompagner la mise en œuvre de cette réforme avec détermination et professionnalisme. Nous sommes convaincus que cette mesure permettra non seulement d'améliorer les performances de notre administration, mais aussi de renforcer la confiance des citoyens et des partenaires techniques et financiers dans la gestion des finances publiques.

Perspectives et Recommandations

Pour assurer le succès de cette réforme, nous formulons les recommandations suivantes :

Accélérer le processus de réflexion et de mise en œuvre du statut particulier, en impliquant

toutes les parties prenantes, y compris les représentants des agents des régies financières. **Garantir une approche inclusive et équitable**, en veillant à ce que tous les agents des Impôts, du Trésor, du Portefeuille et de la Douane bénéficient des avantages de ce statut. **Renforcer les moyens matériels et logistiques des régies financières**, afin de leur permettre d'exercer leurs missions dans des conditions optimales. **Mettre en place des mécanismes de suivi** et d'évaluation pour mesurer l'impact de cette réforme sur la mobilisation des recettes et la performance des agents.

Conclusion

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, le Collectif des Agents des Services de Recettes vous exprime sa reconnaissance la plus sincère pour cette avancée majeure. Cette initiative marque un tournant historique dans la valorisation des agents des régies financières et dans la modernisation de notre administration fiscale. Nous vous assurons de notre entière mobilisation pour accompagner cette réforme et pour continuer à servir la nation avec intégrité, professionnalisme et dévouement. Nous restons convaincus que cette mesure contribuera à renforcer la gouvernance financière de notre pays et à accélérer son développement économique et social. Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, l'expression de notre profonde considération et de notre reconnaissance la plus sincère.

Respectueusement,
Conakry, le 26 décembre 2024

LE COLLECTIF DES AGENTS
DES SERVICES DE
RECETTES

Il était bien parti pour décrocher le Ballon d'or africain 2024 Serhou Guirassy obtient un passeport diplomatique



Le chef de l'Etat lui a remis officiellement son passeport diplomatique.

Le grand butteur du Syli national de football - ici entrain de recevoir son passeport diplomatique des mains du chef de l'Etat - était un sérieux prétendant au Ballon d'or africain 2024 décerné par la CAF (Confédération africaine de

football). Serhou Guirassy était accompagné par une forte délégation composée de ses proches, des membres de la Fédération guinéenne de football) et du ministre des Sports Kéamou Bogola Haba lorsqu'il a été reçu, le mercredi

25 décembre 2024, au palais Mohamed V siège de la Présidence de la République par le chef de l'Etat, le général Mamadi Doumbouya. Au cours de cette rencontre, le chef de l'Etat lui a remis officiellement son passeport diplomatique. ■



www.karakannews.com

Site d'information générale et d'analyse
Tél. : +224 622 72 01 20
karakannews@gmail.com



site d'informations générales du droit guinéen créé en 2017.
makoura65@gmail.com
+ 224 624 346 264
Coankry, Guinée



Les informations sur la Guinée en un seul clic

www.laguinee.info

+224 621 090 818 / +224 621 372 426
Koloma2 Carrefour Cirage, C/ Ratoma.
contactlaguinee@gmail.com /
ibrahimasory624@gmail.com



www.actuguinee.org

L'Actualité Guinéenne sur le web,
c'est sur www.actuguinee.org
actuguinee.org@gmail.com
https://www.facebook.com/actuguinee.org/
Tél.: 622 46 29 29

La Guinée qualifiée au CHAN 2025

Le Syli national de football local est qualifié pour la prochaine phase finale du Championnat d'Afrique des Nations 2024. La nouvelle est confirmée par les hautes instances du football africain. Ainsi donc, le Syli local sera donc présent du 1er au 28 février 2025 au CHAN co-organisé par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. ■



Le Syli local se porte bien. Il vient de se qualifier pour les phases finales du CHAN 2025. (© Fournie)

Rafiou Sow exige la libération immédiate et sans condition d'Aliou Bah

Signe de solidarité. Au moment les organisations nationales et internationales appellent le régime en place à libérer Aliou Bah, le président du PRP (Parti du renouveau et du progrès) ne s'est pas seulement contenté de dénoncer et condamner l'arrestation du leader du Model (Mouvement démocratique libéral) poursuivi pour offense à l'encontre du président de la transition, le général Mamadi Doumbouya.

Au nom du PRP, le président Rafiou Sow s'est rendu vendredi 27 décembre 2024. Après avoir accompli ses obligations religieuses de 14h, l'homme politique s'est rendu au siège de la Direction centrale des investigations judiciaires (DCIJ) situé à proximité du Haut commandement de la gendarmerie nationale à Conakry pour s'enquérir de la situation et de l'état de santé physique de son homologue le président du Model, Aliou Bah.



Le président Rafiou Sow a rendu visite à Aliou Bah à la DCIJ. (© Le Populaire)

Rafiou Sow exige la libération immédiate et sans condition d'Aliou Bah

Le président Rafiou Sow a eu accès au détenu avec lequel il a obtenu un long tête-à-tête. Au sortir de leur entretien, le Président Rafiou Sow a indiqué avoir rencontré son homologue qui avait le moral au top et toujours debout pour le retour à l'ordre constitutionnel et à la démocratie. Malgré les conditions de détention difficiles dans lesquelles il se trouve depuis son arrestation opérée le jeudi 26 décembre 2024 au niveau de la frontière terrestre de Pamelap alors qu'il se rendait en mission de son parti en République de Sierra Leone, le Président du MODEL a réitéré au Président Rafiou Sow sa fidélité aux valeurs et aux principes de l'ANAD. Le président Rafiou Sow a exprimé sa pleine solidarité avec le Président du MODEL dans ces moments difficiles qu'il traverse. Le Président Rafiou Sow a quitté les locaux de la DCIJ peu après 16h30. Il exige la libération immédiate et sans condition du Président du MODEL et de tous les autres combattants de la démocratie. Aussi, le président du PRP appelle les membres de l'ANAD à faire bloc pour le retour rapide à l'ordre constitutionnel et à la démocratie par l'organisation des élections de la base au sommet de l'Etat.

Balai citoyen brandit l'article 18 de la Charte

Dans une communication publiée le même jour, la plateforme Cellule Balai Citoyen (CBC) dirigée par l'activiste du Fndc Sékou Koundouno, «dénonce fermement les conditions de cette arrestation, qu'il qualifie de contraire au protocole de la Cédéao du 29 mai 1979, relatif à la libre circulation des personnes. La plateforme rappelle également l'article 18 de la Charte de la Transition guinéenne, qui garantit à chaque citoyen le droit de circuler librement à l'intérieur du territoire national, d'en sortir et d'y revenir, sauf dans des cas strictement définis par la loi.» Selon Balai Citoyen, la Guinée fait «face au rétrécissement de l'espace civique en Guinée et à la recrudescence des atteintes aux libertés individuelles et collectives» avec les cas d'enlèvements présumés d'acteurs sociaux comme Oumar Sylla alias Fonké Menguè, Mamadou Billo Bah et du journaliste Habib Marouane Camara, dont les familles sont toujours sans nouvelles d'eux. En début de journée de ce vendredi, M. Bah avait répondu aux questions des enquêteurs de la gendarmerie nationale. Son avocat, Me Antoine Pépé Lamah affirme que son client sera présenté ce lundi 30 décembre 2024 devant un juge du tribunal de première instance de Kaloum à Conakry. ■

Par Gordio Kane





Sona Tata dédicace son album "Kobé bara"

En situation de divorce d'avec son Simbo Sékouba Kandia le fils de la légende Sory Kandia Kouyaté avec qui elle a eu ses enfants, Sona Tata (sur la photo) se produit en concert-dédicace le vendredi 3 janvier 2025 à 20h sur l'Espace créatif de l'hôtel Mariador Palace de Conakry. Le billet d'accès est fixé à un demi-million de francs guinéens. Un autre concert a

lieu le samedi 4 janvier 2025 à 20h sur l'esplanade du Palais du peuple où les billets d'entrée sont de 100 à 300 mille FG. Avec la sortie officielle de *Kobé Bara*, l'héritière de Sona Djély Kouyaté qui a laissé à la postérité le très dansant *Woro Sonko*, se fraye une route vers la gloire loin de son très beau et élégant ancien époux avec lequel elle formait un joli duo. ■

Mory Camara des Impôts fait l'objet d'une enquête autour de plus de 1000 milliards

L'affaire porte sur un montant «de plus de 1000 milliards de francs guinéens». Le Directeur général des Impôts s'explique, depuis vendredi 27 décembre 2024, devant les fins limiers de la

gendarmerie nationale. Depuis quelques jours, Mory Camara (sur la photo) répond aux questions des officiers enquêteurs de la DCIJ (Direction centrale des investigations judiciaires) du Haut commandement de la

gendarmerie nationale.

Selon des sources proches du dossier, Mory Camara est accusé d'avoir une grande part de responsabilité dans le fait que la Société guinéenne des mines de fer (SGMF) doit aux impôts une somme estimée à 618 milliards 631 millions de francs guinéens.

Et l'entreprise Ashapura Minex Ressource doit aussi la somme de 802 milliards de francs guinéens.

Malgré l'avis de re-couvrement, puis l'avis de fermeture des locaux professionnels pour non-paiement de dettes émis par les services spécialisés, les deux sociétés n'ont payé que des broutilles.

Le Directeur général Mory Camara, en poste depuis décembre 2021, est soupçonné d'avoir fermé les yeux sur cette situation. ■



Libre Tribune

Senkoun Sylla, l'ambassadeur de la Guinée à Paris, est à féliciter

Ce n'est pas de mon habitude de féliciter un diplomate ou un fonctionnaire de l'État. Car le fonctionnaire de l'État est au service du peuple. C'est pourquoi, je n'ai jamais félicité un serviteur du peuple. Féliciter ou remercier un fonctionnaire de l'État pour service rendu. C'est comme remercier le guichet d'une banque de vous avoir donné votre argent. Beaucoup seront surpris de me voir féliciter un fonctionnaire de l'État étant critique et sévère, même au temps de notre président Alpha Condé. Mais cette fois-ci, après observation,



écoute et analyse de vos actes posés malgré les difficultés et les faibles moyens dont vous disposez, je me permets de vous adresser mes vives félicitations pour vos efforts consentis pour les ressortissants guinéens de France.

Excellence,

Je ne vous ai jamais rencontré, jamais vu et je n'ai jamais échangé avec vous. Je ne suis pas quelqu'un qui se balade dans les enceintes diplomatiques à la recherche des photos, mais force est de reconnaître qu'à travers vos actes et ceux de vos collaborateurs, vous avez redonné beaucoup d'espoir aux guinéens de France. Vous ne savez pas combien de fois le travail que vous effectuez au sein de l'ambassade permet à nos concitoyens de régler leurs problèmes administratifs.

Peut-être que vous n'êtes pas conscient de vos efforts, mais laissez-moi vous dire que vous soulagez beaucoup de personnes aujourd'hui qui sont dans des situations difficiles. Et comme vous le savez, soulager les problèmes de nos concitoyens permet de soulager la vie de beaucoup de familles au pays. Je ne vous félicite pas étant ambassadeur que vous êtes, mais plutôt comme patriote guinéen qui a compris l'importance de se mettre au service de ses concitoyens.

Excellence,

Je sais de quoi je vous parle. J'ai rencontré plusieurs jeunes guinéens en France qui ne parlent que du positif sur vous et de votre équipe. Toutes les personnes que j'ai rencontrées m'ont fait savoir que beaucoup de choses ont

changé depuis votre arrivée à l'ambassade comme les rendez-vous, l'obtention de cartes consulaires, les enroutements, la légalisation des documents, l'accueil et le respect des guinéens sont réels à l'ambassade.

Vous avez redonné aux guinéens l'envie d'aller à l'ambassade pour trouver des solutions à leurs problèmes. Avant, beaucoup de personnes ne voyaient pas l'importance de la présence de l'ambassade de Guinée à Paris. Car beaucoup de problèmes restaient sans solution. Je suis gêné de le dire, étant un ancien dignitaire, comme on le dit, mais force est

de reconnaître que votre arrivée à l'ambassade a changé beaucoup de choses que notre régime n'a pas pu faire ou qui a refusé de le faire plus tôt.

J'estime qu'on avait les mêmes informations que vous concernant les difficultés de nos compatriotes en France. Voilà pourquoi je vous écris pour vous féliciter, vous remercier et vous inciter à continuer ainsi, car vous soulagez beaucoup de nos compatriotes.

Je suis d'accord que c'est votre travail, mais il faut reconnaître que les guinéens ont beaucoup souffert en France par manque de volonté de nos représentants diplomatiques.

Alors Excellence, si votre travail révèle la volonté de votre département, le ministère des étrangers et de son premier diplomate (le président de la République), de soulager les Guinéens, alors je félicite aussi vos supérieurs à Conakry pour les actes posés. Personnellement, je ne vois que vous sur le terrain, c'est pourquoi, je n'ai mentionné que votre nom et de votre équipe.

Excellence, si je vous écris cette note, ce n'est pas pour vous remercier ni pour vous féliciter pour le travail rendu à la Guinée, mais seulement reconnaître les actes que vous avez posés et le travail accompli.

Pour terminer, je vous souhaite bonne année à vous et à vos collaborateurs, beaucoup de santé et de réussite. ■



Boubacar Barry
Porte-parole du Collectif des acquis du président Alpha Condé, Numéro 2 de FND et spécialiste de l'Afrique centrale (RDC).

Sagesse

- Autant le mot est léger pour celui qui le jette, autant il est lourd pour celui qui le reçoit.
Espagnol
- Avant d'être capable de recevoir, il faut savoir donner.
Japonais
- Avec des si, on mettrait Paris en bouteille.
Français
- Avant que toute décision soit faite sur n'importe quel sujet, le décideur doit solliciter des avis.
Dennis Bakke

Cellou Dalein Diallo, les membres de l'Anad et des Forces vives se battent contre «un régime qui a renoncé à tous ses engagements».

Le chef de l'opposition guinéenne l'a déclaré ce samedi par visioconférence. Cellou Dalein Diallo a affirmé lors de l'assemblée hebdomadaire de l'Ufdg (Union des forces démocratiques de Guinée), organisée le samedi 28 décembre 2024, que le combat qu'il dirige est orienté contre le «régime» du général Mamadi Doumbouya «qui a renoncé à tous ses engagements».



Cellou Dalein Diallo, chef de l'opposition. (© Le Populaire)

«L'alternance par les urnes»

Cellou Dalein Diallo a fait cette adresse aux partisans de l'Ufdg dont voici un extrait: «Nous avons des valeurs, nous voulons vivre

dans un pays juste et équitable. Dans un pays où les droits humains sont respectés, dans un pays où les libertés publiques sont pleinement exercées par tous les citoyens. Nous voulons que la Guinée soit unie autour des valeurs essentielles de justice et de progrès. Vous avez fait preuve d'une résilience particulière parce qu'actuellement nul n'ignore les hostilités et les exactions dont l'Ufdg fait l'objet. Nul n'ignore les hostilités de la junte par rapport à tous ceux qui veulent militer et se battre pour l'avènement d'une société démocratique dans notre pays. Une société respectueuse des droits humains et des libertés fondamentales.

Nous voulons une Guinée de paix. Il n'y a pas de paix sans justice. Nous ne voulons pas de l'injustice ni de la violence. C'est pourquoi nous nous battons contre un régime qui a renoncé à tous ses engagements. Les Guinéens comptent sur nous. L'Afrique compte sur l'Ufdg aussi avec l'Anad (Alliance nationale pour l'alternance et la démocratie), avec les forces vivantes. Tous ceux qui se battent, ils sont moins nombreux, ceux-là qui se battent mais c'est la vérité qui triomphera. Écoutez ! C'est très simple: vous avez vu ce qui s'est passé récemment au Ghana, ce qui s'est passé au Sénégal, qui sont des pays exemplaires en ma-

tière de démocratie; nous voulons que notre pays soit comme ça, qu'il y ait l'alternance par les urnes, qu'il y ait l'accession au pouvoir par les urnes, avec des élections transparentes et crédibles, pour que le peuple puisse choisir ses dirigeants et les sanctionner par les urnes si nécessaire, sans la violence, sans la discrimination, sans le tribalisme que nous connaissons.» Le leader de l'opposition guinéenne est contraint de vivre hors du pays depuis le 6 mars 2022 après la démolition de son domicile de Dixinn-port opérée le 26 mars 2022 alors que le dossier concernant ce bâtiment litigieux est pendant devant la justice. ■

Miss GUINÉE — FRANCE —

15^{ème} édition

08 FÉVRIER 2025

7BD ARISTIDE BRIAND
92400 COURBEVOIE

Billetterie Ouverte

40 € Standard

60 € VIP

SCAN ET OBTIENS TON TICKET

+33 7 83 43 95 56

bureau@ajgf.org

SPONSORS

Dépenses de défense

TRUMP - OTAN 2025

Le *Financial Times* rapporte que les proches conseillers de Donald Trump en matière de politique étrangère ont apporté à la connaissance des hauts responsables européens, début de ce mois de décembre 2024, que le président élu américain a l'attention d'exiger aux États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord l'augmentation de leurs dépenses de défense à hauteur de 5% de leur PIB respectifs, contre l'objectif actuel de 2% et dont 1/3 des membres de l'Alliance à l'heure d'aujourd'hui n'arrivent pas à atteindre.

Voici le bref décryptage du positionnement au niveau sécuritaire de la future administration américaine dirigée par Donald Trump vis-à-vis des pays-membres de l'OTANet, surtout, selon mon avis, ses véritables raisons sous-jacentes.

La dette européenne vers les Etats-Unis d'Amérique

Les deux principaux piliers de la réussite économique que les pays de l'Europe de l'Ouest ont connus dès la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'à aujourd'hui, en tout cas selon la

conviction de la classe politique américaine, sont les conditions très favorables au niveau des droits de douane accordées en 1947 par Washington à la production exportée vers les États-Unis depuis les pays européens en ruine, ainsi que l'accès au gaz bon marché obtenu par l'Allemagne via l'accord signé en 1970 avec l'URSS.

En parlant des faveurs douanières accordées par les Américains aux exportations européennes, il s'agit du *General Agreement on Tariffs and Trade* - l'accord GATT : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé par 23 pays, le 30 octobre 1947, qui a donné par la suite, le 1^{er} janvier 1995, naissance à l'Organisation

mondiale du commerce (OMC). En ce qui concerne l'accès au gaz bon marché obtenu par les allemands, il s'agit du contrat à long terme « tubes contre gaz », signé entre la République Fédérale d'Allemagne et l'Union Soviétique, le 1^{er} février 1970. L'accord prévoyait la fourniture à l'URSS de tuyaux de grand diamètre et d'autres équipements pour la construction d'un gazoduc vers l'Europe occidentale, contre le gaz russe à des tarifs très avantageux. Le partenariat a connu un grand succès et a été appelé « l'affaire du siècle » en raison du fait qu'il était le plus important dans l'histoire des relations économiques Russo-européennes. Les années ont passé et l'Eu-

rope est devenue économiquement autosuffisante et, par la même occasion, la principale concurrente des Américains sur les marchés mondiaux, ce qui n'a pas été prévu initialement et est devenu guère plaisant aux yeux des administrations américaines successives. Aujourd'hui, Donald Trump estime qu'il est temps pour le vieux continent de payer la facture de l'abondance qui lui a été procurée par l'Amérique dès la fin du conflit face à l'Allemagne nazie. Après l'explosion du gazoduc Nord Stream, réalisée directement ou indirectement par le pouvoir américain sortant - nul doute sur les premiers bénéficiaires

de l'action - afin d'aider à réfléchir l'Union Européenne dans « la bonne direction », le président américain nouvellement élu impose aux européens l'augmentation des importations des produits énergétiques américains à des prix très élevés. Le cas échéant, Trump menace d'instaurer des conditions restrictives et des barrières douanières vis-à-vis de la production importée depuis l'UE. Et, par la même occasion, fait clairement comprendre aux homologues européens que le temps du GATT, de même que celui de l'OMC est révolu.

Suite à la page 11



Donald Trump a remporté la victoire à l'élection présidentielle américaine de novembre 2024. (© DR)

620 832 972 / 655 400 400

Améliorant Pour La Panification

Le centre de coopération logistique Chine-Afrique dans l'ouest

Suite de la page 10



Oleg Nesterenko
Président du CCIE
www.c-cie.eu
(Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA)

L'exigence de l'augmentation des investissements européens dans l'OTAN

Bien des années avant le déclenchement de la phase active du conflit entre l'Otan et la Russie sur le sol ukrainien, en juillet 2018, Donald Trump avait déjà suggéré aux membres de l'organisation de doubler leurs dépenses militaires en les portant à 4% de leur PIB, soit très au-delà des 2% qu'ils ont déjà eu du mal à réaliser. Lors d'un rassemblement public, le 10 février 2024, Trump a renvoyé un message clair aux dirigeants européens : « Si vous ne payez pas et que la Russie vous attaque, je ne vous protégerai pas. En fait, je les encouragerai. Vous devez payer vos factures ! ».

Via la « fuite » organisée auprès du Financial Times, Donald Trump fait clairement afficher sa volonté de mettre la pression sur les pays-membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en exigeant le passage de 2 à 5% de leur PIB respectif dans leurs dépenses pour la défense.

Bien évidemment, ce qui est sous attendu dans ces nouvelles exigences, ce n'est guère l'investissement supplémentaire dans le développement de l'industrie de défense du vieux continent, mais dans celui des Etats-Unis d'Amérique avec les bénéfices financiers des groupes américains y afférents. Et même les dépenses supplémentaires qui peuvent être réalisées dans l'industrie de défense « européenne » ne seront qu'une illusion. Illusion cachant la réalité : l'un des prin-

cipaux bénéficiaires de l'investissement resteront les Etats-Unis. En parlant, par exemple, d'un des plus grands groupes européens de défense, Rheinmetall, il ne faut pas négliger le fait que parmi ses principaux actionnaires on compte toute une série de géants américains, tels que BlackRock, Fidelity Investments, The Capital Group Companies, Goldman Sachs ou encore Bank of America.

En clair : les économies de l'UE doivent participer dans la résolution des problèmes que l'économie américaine connaît aujourd'hui, si celle-ci souhaite continuer à être militairement protégée ou, plus exactement, supervisée par le leader Outre-Atlantique de l'OTAN.

Néanmoins, c'est loin d'être l'unique, encore moins la principale raison des exigences du nouveau leader américain.

La réelle signification de l'initiative de Trump

Quelle est la réelle signification de l'importante augmentation du budget de défense exigée aux pays du bloc de l'OTAN ? En parlant de la France, l'unique puissance nucléaire au sein de l'Union Européenne, il est à noter qu'en ayant le PIB à hauteur de 2 822,5 milliards d'euros pour l'année 2023, les crédits de la mission défense ont été fixés à hauteur de 43,9 Mrd €, contre 47,2 Mrd € pour l'année 2024. Un grand effort financier a été réalisé pour l'année 2025, en prévoyant le budget défense à hauteur de 50,5 milliards d'euros. Cela étant, il est à souligner que même ce chiffre sera, néanmoins, inférieur à 2% du PIB de l'année de 2024. En ce qui concerne la première puissance économique européenne qui est l'Allemagne, son PIB en 2023 était de 4 121 milliards d'euros et le budget défense à hauteur de 90 Mrd€ en 2024, ce qui est inférieur à 2,5% du PIB.

Pour un petit pays comme la Belgique, par exemple, les dépenses de défense se sont élevées en 2023 à 6,658 milliards d'euros, soit 1,13% de son PIB, contre 7,9 Mrd €, soit 1,30 % du PIB pour l'année 2024.

Cela signifie qu'hormis les pays baltes, la Pologne et la Grèce qui ont les dépenses de défense traditionnellement très élevées (principalement financées par le budget européen), le passage du budget défense du reste des pays de l'UE ne serait-ce qu'à hauteur de 3% serait tout à fait néfaste vis-à-vis d'autres secteurs tels que le social, l'éducation nationale ou celui de la santé publique. Le passage du budget défense à hauteur de 5% demandé par Trump ne signifiera rien d'autre que l'effondrement du système politique de l'Union Européen-

ne. Pour la France, en faisant même un effort sans précédent au niveau de l'appareil de propagande contrôlé par l'actuel pouvoir, avec la fin des hostilités sur le sol ukrainien qui doit, fort probablement, avoir lieu dans l'année à venir, il serait tout à fait impossible de persuader l'électorat français de la véracité de la menace de Moscou - et ceci est au point d'avoir la nécessité de passer le budget défense de 50.5 Mld € en 2025 à 100, voir 140 Mld € dans les années à venir, en se pliant aux exigences américaines. Ainsi, croit-il Donald Trump que son exigence soit réalisable ? Certainement pas.

Certains experts stipulent que Trump, en tant que grand négociateur, veut commencer la négociation en plaçant la barre très haut, afin de la baisser par la suite et d'arriver au niveau qu'il souhaite réellement - par exemple à 3,5% au lieu de 5% du PIB déclaré. En ayant, entre autres, plus de dix ans d'expérience de l'enseignement de la matière « Négociation B to B » dans l'enseignement supérieur, je peux affirmer qu'un tel avis est tout à fait amateur et parfaitement erroné. Commencer une négociation dans le monde occidental en plaçant les objectifs affichés très au-dessus de la « zone de marchandage » - soit très au-dessus du maximum acceptable par l'interlocuteur - cela vaut de tuer la négociation avant même son commencement. Et Trump le sait mieux que quiconque. Mon ancien partenaire Dominique Bouillon qui est l'ancien partenaire de Donald Trump, m'a confirmé par le passé que ce dernier fait bien partie des meilleurs parmi les meilleurs au niveau des capacités à négocier.

Nulle erreur de calcul possible de la part du président américain élu : **en formulant de telles exigences, Trump est parfaitement conscient qu'il est tout à fait impossible pour les pays de l'UE d'y répondre positivement.**

Quelles sont, alors, les réels objectifs de son actuelle initiative ? Aujourd'hui les pays européens, tels que l'Allemagne et la France prétendent toujours à leur place à la table de négociation sur les questions qui détermineront le monde de demain. Notamment dans la négociation avec la Russie sur les conditions de l'arrêt du conflit armé en Ukraine, vu que l'Union Européenne est plus que directement engagée et concernée.

Exclure l'UE en tant que puissance économique ne disposant pas, toutefois, d'une réelle force militaire, de la discussion sur le futur du monde; l'exclure de la table des négociations face aux « empires » - Russe

aujourd'hui et Chinois demain - dont la tentative d'effondrement entreprise dans les dernières années par l'Occident collectif s'est avérée être un échec - cela paraît être l'un des principaux objectifs d'aujourd'hui de l'administration Trump sur la scène européenne. Les satellites traditionnels des Etats-Unis d'Amérique très affaiblis, seront remis à leur place de suiveur et auront le droit non pas à la parole, mais à l'approbation de la politique américaine qui verra le jour dès janvier 2025.

Les leaders de la majorité des pays de l'EU sont tombés dans leur propre piège face à leur électeur. En mettant en place un gigantesque système de désinformation et de propagande antirusse, ils ont réussi à faire remplacer les capacités d'analyse de la majorité de leurs citoyens par les produits de propagande imposés par leurs média mainstream et à faire croire que la Fédération de Russie représente une réelle menace militaire vis-à-vis du territoire de l'EU.

En Europe d'aujourd'hui, allouer les budgets exigés par Washington au secteur de la défense au détriment de toutes autres sphères se situant déjà au bord de la faillite, telles qu'économiques et sociales - c'est signer son propre arrêt de mort politique au niveau national ; ne pas accepter ces exigences - c'est perdre la protection militaire américaine en mettant les masses électorales apeurées par la propagande dans un tel état qu'elles se considèrent en grande insécurité permanente sous la « menace russe ».

Etant parfaitement conscient que ses homologues euro-

péens seront dans l'incapacité de faire volte-face dans leur propagande antirusse - ce qui, le cas échéant, permettrait de ne plus surinvestir dans le secteur de la défense - Trump se situe en position de force et gagne la partie tant dans le cas de l'augmentation significative des dépenses européennes dans la défense, tant en cas d'absence de ces dernières : dans les deux cas l'actuelle classe politique européenne globaliste sortira grandement affaiblie. Le président américain élu n'oublie guère un autre élément-clé qui est en train de guider sa politique internationale vis-à-vis de l'Union Européenne : la quasi-intégralité des chefs d'états européens se sont ouvertement positionnés auparavant en tant que pro-démocrates américains et, de facto, ennemis de Trump et de tout ce qu'il représente.

Ainsi, l'affaiblissement inévitable par la déstabilisation sur la question de défense européenne de ses adversaires sur l'arène politique européenne, combiné au soutien ouvert à son principal allié politique sur le vieux continent qui est le président hongrois Victor Orban, vise le renversement progressif de la classe politique hostile actuellement au pouvoir dans l'EU et la formation d'une nouvelle qui suivra les pas de la politique hongroise vis-à-vis de la politique et des intérêts de l'administration républicaine Outre-Atlantique. ■

Par **Oleg Nesterenko**
Président du CCIE (www.c-cie.eu) (Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA)

Les dépenses militaires au sein de l'OTAN

Estimation des dépenses de défense des pays de l'OTAN (en millions de dollars) et niveau en % du PIB en 2023



Les dépenses militaires au sein de l'OTAN. Donald Trump qui sera investi le 20 janvier 2025, succédant à Joe Biden comme 47e président des États-Unis, voudrait que les États membres de l'Otan augmentent leurs dépenses de défense à 5% de leur PIB. (© DR)

Libre Tribune / Par Tierno Monémbo

Ghana : une démocratie de première classe



Regardez donc ! Mahamadou Bawumia, le vice-président sortant est battu par un ancien président, John Mahama, éliminé lui-même en 2017 après un premier mandat. (© DR)

Le Ghana est un pays mûr qui conjugue avec sérieux démocratie et développement loin de l'infantilisme politique dans lequel végètent encore certains de nos pays, (tous francophones, curieusement !) et où à l'exception du Bénin et du Sénégal, la vie politique s'écoule au rythme des coups d'Etat, des dynasties présidentielles et de la cacophonie du troisième mandat.

Normal, c'est le premier pays décolonisé d'Afrique et c'est la patrie de Kwame Nkrumah et de Jerry Rawlings, les deux figures les plus emblématiques de l'Afrique contemporaine après Mandela et Lumumba.

La dernière élection présidentielle tenue dans ce pays le 8 décembre dernier, n'a pas fait la Une des journaux et pour cause, on ne parle pas des trains qui arrivent à l'heure. Tout s'y est déroulé à bas bruit, la campagne électorale comme le scrutin, le dépouillement comme la proclamation des résultats. Aucun éclat de voix, aucune manifestation de rue, aucun recours devant les juridictions en vigueur ! De quoi faire maigrir de jalousie le Guinéen que je suis !

Regardez donc ! Mahamadou Bawumia, le vice-président sortant est battu par un ancien président, John Mahama, éliminé lui-même en 2017 après un premier mandat. Le vaincu a adressé un message de félicitations à son challenger avant même la proclamation officielle

des résultats : « *Le peuple ghanéen s'est exprimé, il a voté pour le changement et nous le respectons en toute humilité. Je fais ce discours de concession avant l'annonce officielle de la Commission électorale pour éviter de nouvelles tensions et préserver la paix de notre pays... Il est important que la communauté mondiale des investisseurs continue de croire au caractère pacifique et démocratique du Ghana.* »

Qu'un homme politique place les intérêts nationaux au-dessus de sa misérable carrière personnelle, c'est suffisamment rare en Afrique pour qu'on le souligne au fluo !

La défaite du candidat du NPP (Nouveau Parti Patriotique), le parti au pouvoir, s'explique aisément : inflation galopante, augmentation du coût de la vie, scandales politico-financiers à rebondissements, accroissement de la dette etc. Le pays a même dû céder sa place de deuxième puissance économique de la Cedeao à la Côte d'Ivoire qui arrive dorénavant juste derrière le géant nigérian. Le genre de bétise que les Ghanéens ne pardonnent pas ! Malgré ce coup de pompe économique, ce pays dynamique, aux institutions solides, bénéficie toujours d'une solide réputation et pas seulement auprès des investisseurs. La stabilité politique attire parfois bien plus que les gisements de cobalt ou de diamant. C'est le gage le plus sûr de la prospérité : elle favo-

rise le climat social et encore mieux, le climat des affaires.

Il n'est pas exagéré de dire que depuis 1992, il flotte à Accra comme un air de Scandinavie : les élections s'y déroulent avec la même régularité que les saisons. Nous dansons même si ce n'est pas encore tout à fait la fête. En Afrique Centrale, c'est toujours l'immobilisme. Au Cameroun, Biya est encore là, de même que Sassou au Congo. Au Tchad, il y a bien eu des élections mais sous les bottes de celui qu'il faut bien appeler le « maréchal-fils ». Quant au Gabon, on attend de voir bien que Bongo soit tombé... En Afrique de l'Ouest, les expériences démocratiques ont toutes, viré au cauchemar. Mais bon, l'Afrique a connu pire que ça. Et quoique l'on dise, elle est mieux armée aujourd'hui pour affronter la montée des périls. En un an, l'opposition a gagné les élections présidentielles dans pas moins de cinq pays. Ce n'est pas rien quand on regarde le champ de ruines que nous ont laissé nos guides éclairés et nos responsables suprêmes. Les amateurs du 3ème mandat et les professionnels de la transition n'y peuvent rien, l'Afrique suit son bonhomme de chemin, elle sort doucement des méandres du pouvoir absolu et c'est le Ghana qui tire les autres. ■

Par Tierno Monémbo
www.lepoint.fr

Bar Plein-Air

Un cadre idéal pour les grandes retrouvailles



Chez Tonton Daki



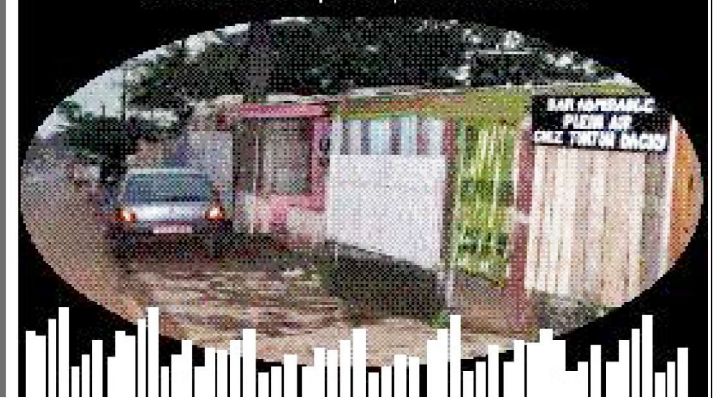
Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

TÉL: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



le populaire

Abonnement



Le Populaire Conakry

📌 Youscribe

<https://www.youscribe.com> > lepopulaireconakry

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Jimmy Carter, 39e président des États-Unis, nous a quittés



L'ancien président Jimmy Carter en mars 2007 lors de sa présentation avant son discours à l'université George Washington, à Washington. (© Charles Dharapak/AP Images)

Jimmy Carter, un cultivateur d'arachides de l'État de Géorgie, dans le sud du pays, qui a accédé à la plus haute fonction du pays et est resté très présent sur la scène internationale après avoir quitté la Maison-Blanche, est décédé le 29 décembre. Il avait 100 ans.

En tant que chef de l'exécutif américain, de 1977 à 1981, Jimmy Carter a promu la paix et les valeurs

progressistes. La période qui a suivi sa présidence, au cours de laquelle il a continué de défendre les plus démunis, la

démocratie et les droits de la personne, est considérée par beaucoup comme une partie aussi importante de son héritage que sa présidence elle-même.

Le prix Nobel de la paix lui a été décerné en 2002 pour « ses efforts infatigables, des dizaines d'années durant, en vue de trouver des solutions pacifiques aux conflits internationaux, de

faire progresser la démocratie et les droits humains, et de promouvoir le développement économique et social ».

Après sa présidence, toujours à la recherche de la paix, son côté anticonformiste l'a amené

à rencontrer les dirigeants de plusieurs pays boudés par le Washington officiel, notamment la Corée du Nord, Cuba et le Nicaragua.

Suite à la page 14

Miss GUINÉE — FRANCE —
15^{ème} édition

08 FÉVRIER 2025

7BD ARISTIDE BRIAND
92400 COURBEVOIE

Billetterie Ouverte

40 € Standard 60 € VIP

SCAN ET OBTIENS TON TICKET

+33 7 83 43 95 56

bureau@ajgf.org



Suite de la page 13

Le président de l'après-Watergate

Jimmy Carter a remporté haut la main l'élection présidentielle de 1976, grâce à une campagne bien organisée qui a misé sur la méfiance du public à l'égard de Washington après le scandale du Watergate, à l'origine de la démission du président Richard Nixon en 1974. Connu pour son large sourire et sa franchise désarmante, le démocrate a apporté une certaine convivialité à la Maison-Blanche, à un moment où le pays se remettait des remous du Watergate et pansait ses plaies après les années de la guerre du Vietnam.

Le quatrième enfant des Carter, Amy, âgée de 9 ans, sera la plus jeune invitée à un dîner d'État. Elle a fait parler d'elle lorsqu'elle a sorti deux livres et s'est mise à lire pendant les toasts officiels.

Les deux premières années de son mandat ont vu l'économie américaine s'améliorer, mais à la fin des années 1970, une crise énergétique frappe le pays, provoquée par une forte hausse du coût des importations de pétrole. Sa présidence se trouve alors prise au piège des crises économiques qui s'ensuivent et de la prise d'otages en Iran en 1979.

Ses jeunes années

Né James Earl Carter Jr. le 1^{er} octobre 1924 à Plains, en Géorgie, Jimmy Carter, un homme introverti et travailleur, a construit sa vie autour de sa profonde foi chrétienne et des leçons tirées de son enfance



Jimmy Carter, au centre, le président égyptien Anouar Al Sadate, à gauche, et le Premier ministre israélien Menachem Begin après la signature du traité de paix entre l'Égypte et Israël, le 26 mars 1979. (© Bob Daugherty/AP Images)

dans le Sud américain marqué par les divisions raciales. Son plus proche partenaire tout au long de sa vie sera sa femme, Rosalynn, qu'il épouse en 1946. Parmi tous les couples présidentiels américains, c'est le mariage des Carters qui aura été le plus long : 77 ans.

Son père possédait une exploitation d'arachides, et sa mère était infirmière.

Le diplômé de l'US Naval Academy, située à Annapolis, dans le Maryland, s'engage dans la marine américaine en 1946. Après la mort de son père en 1953, il quitte le service et retourne en Géorgie pour se consacrer à la culture de l'arachide et diriger l'entreprise familiale.

Il se lance dans la politique de l'État en 1962 et soutient très tôt la lutte pour les droits civiques.

Élu gouverneur en 1970, il déclare : « *Le temps de la discrimination raciale est révolu.* » À ce poste, il soutient la déségrégation, recrute davantage de Noirs Américains dans la fonction publique et remet, post mortem, à Martin Luther King Jr, originaire de Géorgie, comme lui, la plus haute distinction civile des États-Unis.

Une personnalité sur la scène mondiale

En tant que président, Jimmy Carter se forge une réputation d'artisan de la paix internatio-

nale en grande partie grâce à sa médiation des accords de Camp David de 1978, signés par le président égyptien Anouar Al Sadate et le Premier ministre israélien Menachem Begin à la Maison-Blanche en septembre 1978. Cette signature marque une avancée dans les relations égypto-israéliennes et ouvre la voie à de futures négociations de paix au Moyen-Orient.

La présidence de Jimmy Carter a pour toile de fond la tension constante de la Guerre froide, à laquelle s'ajoute l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979.

L'un des événements marquants de son mandat sera la prise de l'ambassade des États-Unis à Téhéran, le 4 no-

vembre 1979, par des étudiants iraniens qui capturent 52 otages.

Contrairement à sa promesse de ne pas entreprendre d'action militaire, Jimmy Carter ordonne une mission de sauvetage en avril 1980. Une mission qui se solde par la collision d'un hélicoptère et d'un avion-cargo, entraînant la mort de huit militaires américains qui n'atteindront pas l'Iran. Cet échec condamne les chances de réélection de Jimmy Carter, en novembre de la même année. Les otages seront libérés le 20 janvier 1981, dès le lendemain de la fin de son mandat.

Après avoir quitté la Maison-Blanche, il crée le Centre Carter à Atlanta, en Géorgie. Ce centre envoie des équipes dans le monde entier pour surveiller les élections et attirer l'attention sur les violations des droits de la personne, aux États-Unis comme à l'étranger.

Depuis sa création en 1982, le centre s'est employé à éradiquer le ver de Guinée et à mettre en place des systèmes de soins de santé en Afrique ; il a adopté des approches novatrices de santé publique en Afrique et en Amérique latine, amélioré les soins de santé mentale, observé une bonne centaine d'élections dans 39 pays et promu la paix dans de nombreuses régions du monde.

À notre époque, les ex-présidents se lancent dans le circuit des conférences bien rémunérées et d'autres opportunités post-présidentielles. « *Carter a fait le contraire* », déclare l'historien Michael Beschloss au *Washington Post*. Tournant le dos aux activités lucratives, Jimmy Carter et sa femme ont fait du bénévolat pour l'ONG Habitat for Humanity, spécialisée dans la construction de logements pour les familles dans le besoin.

La nature sans prétention de Jimmy Carter s'exprimait également dans sa foi religieuse. Après son retour dans sa ville natale de Plains en 1981, l'ancien président enseigne le catéchisme aux enfants le dimanche à l'église baptiste Maranatha. Chaque semaine, des admirateurs du monde entier viennent l'écouter parler. Jimmy Carter ne manque jamais de leur souhaiter la bienvenue et de poser pour des photos avec eux après la classe – car, comme il le faisait souvent remarquer, « *nous sommes tous les mêmes aux yeux de Dieu* ».

Carter laisse dans le deuil leurs quatre enfants – John (« Jack »), James (« Chip »), Donnel (« Jeff ») et Amy – ainsi que 11 petits-enfants vivants (un de ses petit-fils est décédé avant lui) et 14 arrière-petits-enfants.

Son épouse, Rosalynn, est décédée le 19 novembre 2023. Jimmy Carter sera enterré dans sa propriété à Plains, en Géorgie.

Par Share.america.gov

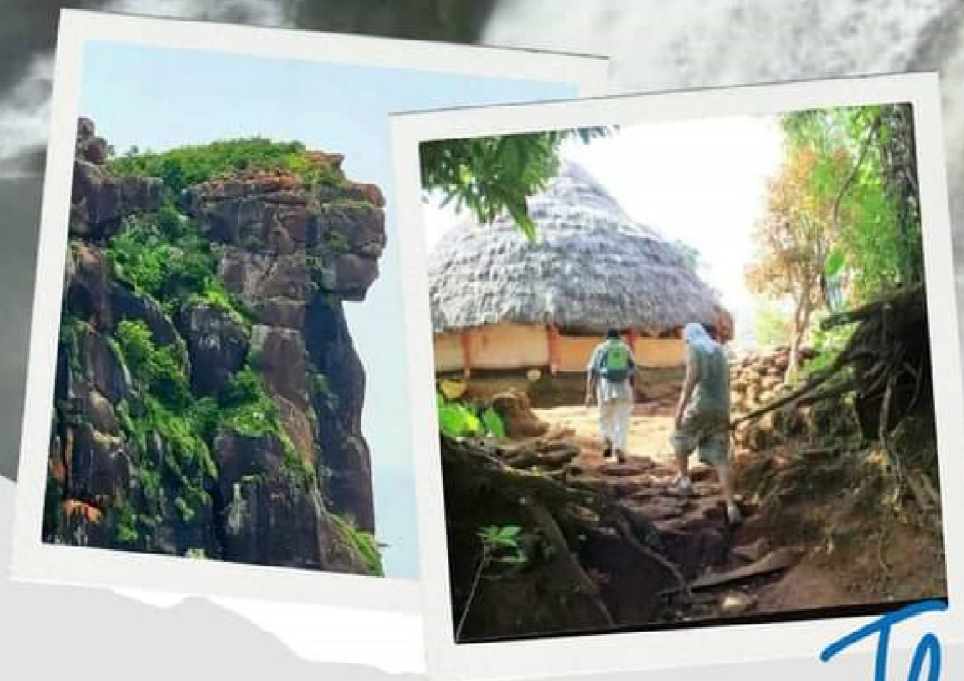
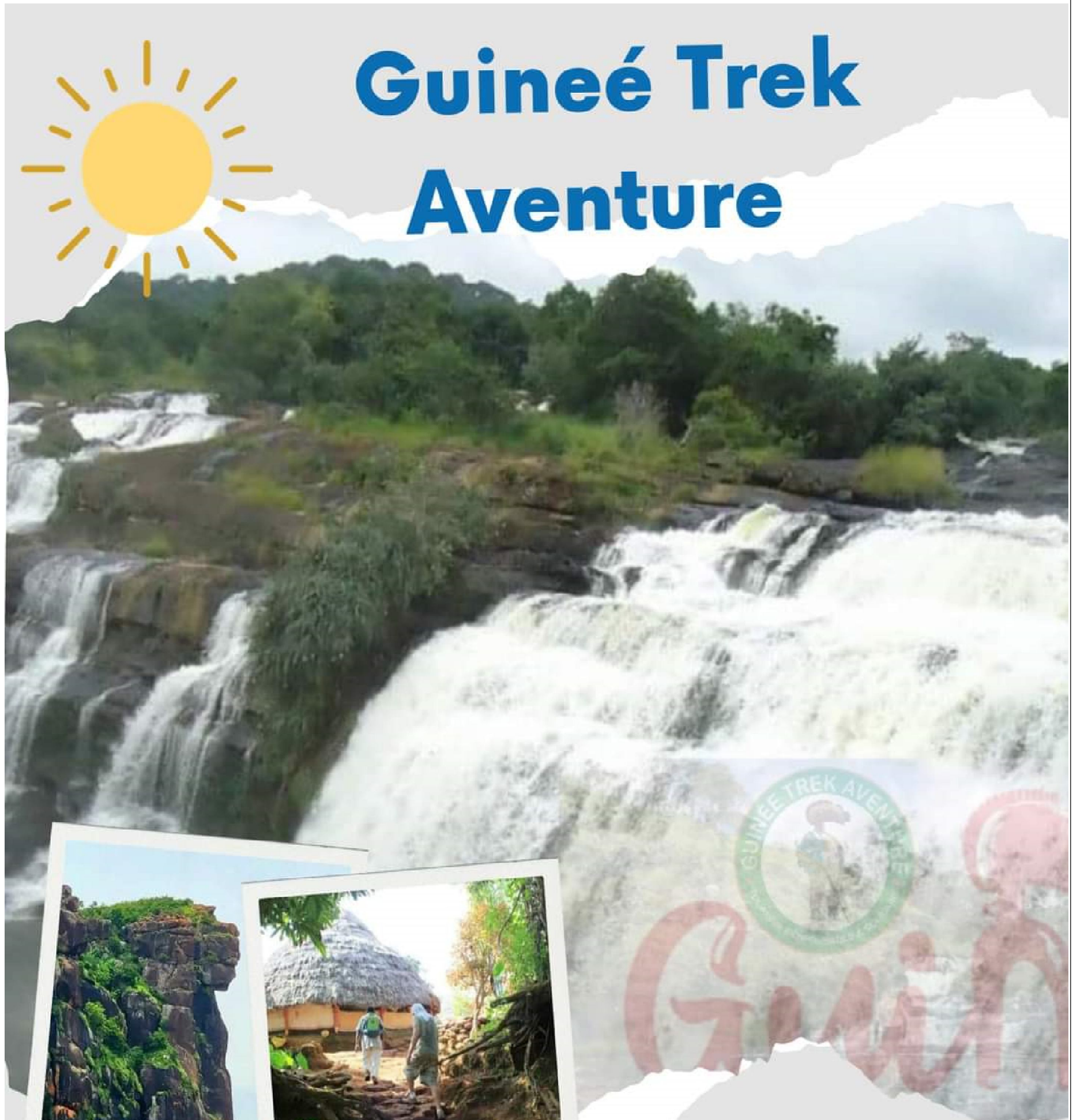


(© AP Images)

Jimmy Carter et le président soviétique Leonid Brejnev, à droite, échangent les documents du traité SALT II le 18 juin 1979. Ce traité limitait les armes nucléaires détenues par les États-Unis et l'Union soviétique. (© AP Images)



Guinée Trek Aventure



Réservez vite:



+224-625-61-00-25



guineerando@gmail.com

Il est temps de
Voyager